

Brochure n° 3098

**Convention collective nationale**

IDCC : 247. – **INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT**

AVENANT DU 23 JUIN 2009  
À L'ACCORD DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2003  
RELATIF À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

NOR : ASET0951076M

Les organisations professionnelles d'employeurs et les syndicats de salariés relevant de la convention collective nationale des industries de l'habillement (IDCC : 247) se sont réunis afin :

- d'intégrer les dispositions de la circulaire DSS/58/2009/32 du 30 janvier 2009 sur le maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail ;
- de définir les modalités de mise en œuvre du maintien des garanties en cas de cessation du contrat de travail, instauré par l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008, modifié par l'avenant n° 3 du 18 mai 2009,

dans l'accord national professionnel du 1<sup>er</sup> juillet 2003 relatif à la mise en place d'un régime de protection sociale complémentaire, qui est modifié comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 2 de l'accord national du 1<sup>er</sup> juillet 2003 est modifié et désormais rédigé comme suit :

« Article 2

*Bénéficiaires*

L'ensemble des salariés visés aux annexes I, II, III et VI de la convention collective nationale des industries de l'habillement bénéficient des garanties

prévues à l'article 3 du présent accord à la condition d'avoir une ancienneté minimale de 3 mois dans l'entreprise et d'y exercer une activité salariée à moins d'en être empêché suite à un arrêt de travail lié à une maladie ou un accident professionnel ou non, ou de justifier d'une période de suspension du contrat de travail faisant l'objet d'un maintien partiel ou total de rémunération.

Le personnel cadre bénéficie du régime de prévoyance prévu par la convention collective nationale de retraite et de prévoyance du 14 mars 1947. »

## Article 2

L'article 4.6 de l'accord national du 1<sup>er</sup> juillet 2003 devient l'article sur le maintien des garanties et est rédigé comme suit :

### « Article 4.6

#### *Maintien des garanties*

a) En cas de rupture du contrat de travail, la garantie décès est maintenue pour les salariés qui se trouvent en situation d'incapacité ou d'invalidité tant que se poursuit l'arrêt de travail ou le classement en invalidité.

b) En cas de suspension du contrat de travail au motif d'arrêt de travail pour maladie ou accident, les garanties sont maintenues aux salariés indemnisés au titre de la garantie incapacité de travail, et ce sans contrepartie de cotisation ; toutefois, pour les salariés bénéficiaires d'une pension d'invalidité de 1<sup>re</sup> catégorie ou d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle correspondant à un taux d'incapacité compris entre 33 % et 65 %, les cotisations restent dues sur le salaire partiel d'activité.

c) Pour les salariés dont le contrat de travail est suspendu pour une autre raison et bénéficiant d'un maintien partiel ou total de rémunération, les garanties sont maintenues en contrepartie du versement des cotisations tant pour la part patronale que salariale.

Ce maintien de garanties cesse :

- à la date de reprise d'activité du salarié ;
- à la date de prise d'effet de la retraite sécurité sociale ;
- à la date de cessation du versement du salaire ;
- à la date de rupture du contrat de travail (sauf cas prévu en e) ;
- à la date de résiliation du contrat de prévoyance.

d) Les salariés en congé parental sans maintien de salaire conservent la possibilité de demander le maintien facultatif des garanties décès et invalidité en contrepartie de la prise en charge totale des cotisations, si le certificat d'adhésion le prévoit.

e) Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 et avenants postérieurs, en cas de cessation du contrat de travail (sauf hypothèse de faute lourde) ouvrant droit à prise en charge de l'assurance chômage, l'ex-salarié conserve le bénéfice de l'ensemble des garanties des couvertures complémentaires appliquées dans leur ancienne entreprise, pour une durée égale à celle du dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers et dans la limite de 9 mois de couverture.

Le salarié a la possibilité de renoncer au maintien de ces garanties. Cette renonciation, qui est définitive, concerne l'ensemble des garanties et doit être notifiée expressément par écrit à l'ancien employeur, dans les 10 jours suivant la date de cessation du contrat de travail.

Le bénéfice du maintien de ces garanties est subordonné à la condition que les droits à couverture complémentaire aient été ouverts chez le dernier employeur.

Au titre de la garantie incapacité temporaire de travail :

- la franchise et le niveau de prestations prévus par l'accord de prévoyance sont déterminés en considérant les droits de l'assuré comme s'il était en activité, l'ancienneté étant appréciée au jour de la cessation du contrat de travail ;
- les droits garantis ne peuvent conduire l'ancien salarié à percevoir des ressources globales d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période.

L'ex-salarié doit fournir à l'ancien employeur la justification de sa prise en charge par l'assurance chômage et l'informer de la cessation du versement des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de maintien prévue au premier alinéa.

Pour ce qui concerne le maintien des garanties de prévoyance définies par l'accord de prévoyance, le financement de ce dispositif est inclus dans la cotisation appelée au titre des salariés en activité (part patronale et salariale) fixée à l'article 6 de ce même accord et fait l'objet d'une mutualisation dans les comptes de l'assureur percevant ces cotisations.

Un point sur le suivi technique du financement de ce dispositif sera fait au plus tard le 30 juin de chaque année lors de l'examen des comptes de résultat du régime, afin de le maintenir ou le modifier par l'application de nouvelles modalités, en fonction des résultats du régime. »

### **Article 3**

Afin d'adapter le bénéfice du capital en cas de décès et de la rente de conjoint aux évolutions sociétales et à celles de la jurisprudence, l'article 3.1.2 et l'article 4.8 de l'accord national du 1<sup>er</sup> juillet 2003 sont désormais rédigés comme suit :

#### **« Article 3.1.2**

##### *Bénéficiaires de la garantie*

Le capital décès revient :

1. Au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) ;
2. A défaut de désignation expresse de bénéficiaire(s) :
  - au conjoint survivant non séparé, non divorcé ;
  - à la personne liée au participant par un pacte civil de solidarité ;
  - à défaut aux enfants du participant, nés ou à naître, vivants ou représentés par parts égales entre eux ;
  - à défaut aux père et mère du participant par parts égales entre eux, ou au survivant d'entre eux ;

- à défaut de tous les susnommés, le capital revient aux héritiers selon les règles de dévolution successorale.

La rente de conjoint revient à la personne :

- qui a la qualité de conjoint survivant non remarié ou de concubin notoire et permanent ;
- ou avec laquelle le salarié est lié par un pacte civil de solidarité. »

#### « Article 4.8

*Définition du conjoint, de la personne liée par un Pacs, du concubin*

On entend par :

- conjoint : l'époux ou l'épouse du salarié, non divorcé(e) par un jugement définitif ;
- personne liée par un pacte civil de solidarité : la personne ayant conclu avec l'assuré un pacte civil de solidarité dans les conditions fixées par les articles 515-1 à 515-7 et 506-1 du code civil, sous réserve qu'il ne soit pas dissous ou rompu de fait à la date du sinistre ;
- concubin : la personne apportant la preuve de 2 ans de vie commune à la date du décès, sous réserve que les concubins ne soient, ni l'un ni l'autre, mariés ou liés par un Pacs ; aucune durée n'est exigée si un enfant, reconnu des deux parents, est né de cette union ou a été adopté par eux. »

#### **Article 4**

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

La nouvelle clause bénéficiaire précisée à l'article 3 du présent avenant est applicable pour les sinistres intervenant à compter de la date d'effet du présent avenant, et ne remet pas en cause les désignations particulières qui auraient pu être faites par les participants

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 23 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UFIH ;  
FFML.

#### **Syndicats de salariés :**

FS CFTD ;  
FTCH CFTC ;  
CTH CGT-FO ;  
THC CGT ;  
CTH CFE-CGC.